

La Révolte N.33

Novembre 2017

“Le seul moyen d'affronter un monde sans liberté est de devenir si absolument libre qu'on fasse de sa propre existence un acte de révolte.” Albert Camus

Avec la destitution du gouvernement catalan, le 28 octobre dernier, le premier ministre Espagnol, Mariano Rajoy, actait le point de non retour dans lequel s'engageait le conflit qui oppose son gouvernement espagnol aux autorités catalanes. Ce conflit marque un retour au premier plan de la question nationale en Espagne et s'inscrit dans un mouvement plus large, qui apparaît sous des formes diverses en Europe.

Dans ce climat passionnel, il est difficile de débattre, même à distance, comme ici en Béarn. Pour éviter tout malentendu, précisons tout d'abord : 1) le droit à l'autodétermination d'un peuple (c'est-à-dire de l'ensemble des individus constituant la population d'un territoire, quelque soit leur situation juridique, leur culture et leurs origines) est un droit inaliénable ; 2) la militarisation de la Catalogne et l'exercice brutal de la violence d'Etat par le gouvernement Rajoy est un fait avéré et injustifiable.

Dont acte, mais reconnaître que le peuple catalan subit une injustice ne veut pas dire que nous devons apporter un appui au nouvel Etat qui se construit, pas plus que nous ne pouvons en porter à l'Etat Espagnol.

Quel est le projet politique porté par les nationalistes catalans ? Le principal parti politique catalan, le PDeCAT est tout aussi corrompu que le gouvernement Rajoy et défend un projet politique et économique libéral sensiblement identique. La classe capitaliste catalane est tout aussi affairiste, cynique et corrompue que celle du reste de l'Espagne. Nulle remise en question du système économique et politique n'apparaît clairement dans le mouvement indépendantiste qui rassemble, de l'extrême gauche à la droite nationale catalane, un panel politique dont l'unique point de convergence est la création d'un nouvel Etat-Nation.

Depuis 2011, la situation sociale est très difficile en Espagne et un fort mouvement social de contestation remet en question le système politique du pays. Aujourd'hui, en Catalogne comme dans le reste de l'Espagne, ce mouvement a du mal à exister. En Catalogne, les travailleurs sont pris en otages : on ne sait pas si les pensions et les salaires des fonctionnaires vont être payés, ni même si les dépenses de santé des catalans seront remboursées. La militarisation de la société mobilise toutes les énergies

combattives car il faut défendre les libertés. Ainsi, les travailleurs les plus combattifs, comme les dockers qui viennent de sortir d'un dur conflit, se sont positionnés, avec la CNT du Port de Barcelone, à ne pas servir les paquebots qui logent les forces de police et les gardes civils arrivés en renforts.

Dans le reste de l'Espagne, l'extrême droite profite de la situation : l'unité de l'Espagne et l'intégrité de son territoire ont toujours été ses thèmes de prédilection. Le conflit catalan sert de prétexte au renforcement de la répression et la mise en péril des libertés, déjà bien menacées en Espagne. Alors quels profits pour les exploités catalans et espagnols ? Nous ne pouvons que nous ranger au constat de nos amis de l'Afranchi : « La classe ouvrière est désormais prise en otage entre deux pays, elle va devoir résister à la tentation nationale et essayer de maintenir et de développer ses valeurs internationalistes. »¹

1 Pour des analyses intéressantes sur la question catalane (et d'autres sujets) consultez le site : <http://laffranchi.info>

QUEL AVENIR POUR L'UNIVERSITÉ DE PAU ?

Si les étudiants laissent faire, les facultés de lettres et de droits seront fusionnées en deux collèges en janvier. Officiellement, c'est voté. Reste que dans la pratique, lorsque les étudiants se mettent en colère collectivement, tout est possible...

Qu'est-ce que cette mesure annonce ? A terme, l'idée est de faire disparaître les masters pour ne garder que les enseignements jusqu'à la licence. Concrètement, cela veut dire que les étudiants seront obligés de finir leurs études à Bordeaux. De plus, les départements (Histoire, Espagnol, etc...) n'existant plus il n'y aura plus de licences bien déterminées. Les étudiants choisiront en fonction des possibilités un module de langue, un d'histoire, un de sociologie etc... D'un point de vue gestionnaire, c'est très bien, cela permet de bourrer les classes. Mais du point de vue de l'étudiant, quel sera la valeur d'une telle licence ? A terme on mettra des examens d'entrée en masters pour évaluer les étudiants...

Suite de l'article au verso

Suite de l'article sur la fac

Il faut rapprocher cette mesure du changement d'origine des financements de l'Université de Pau. La part du financement de Total est devenue si importante que le jury international (qui a accordé les crédits pour l'I Site à l'UPPA), qui n'est pas à proprement parlé une assemblée de gauchistes, s'est inquiété de l'emprise de Total sur l'Université et a parlé d'un « risque de domination excessive de Total ».

Dans ces conditions, que penser de la recherche de convergence avec les géo-sciences demandée aux enseignants de fac de lettres ? Va-t-on devoir, en sociologie par exemple, travailler sur « l'acceptabilité par la population des forages de gaz de schiste » plutôt que d'étudier Bourdieu ? Même en sciences, l'influence de Total est néfaste : hormis la recherche, rien n'intéresse l'entreprise, et surtout pas les enseignements qui précèdent la licence.

Entre l'admission sur dossier, le bac au contrôle continu, la baisse générale du budget de l'enseignement supérieur (331 millions d'euros en moins !), la baisse des aides au logement et les mesures du droit du travail qui vont rendre les petits boulots d'étudiant encore plus misérables, les étudiants avaient des raisons de se mobiliser. A Pau, il existe aussi un enjeu local majeur : empêcher que l'université ne devienne qu'une annexe subventionnée de Total et conserver une vraie accessibilité à l'enseignement supérieur pour toutes celles et ceux qui n'ont pas les moyens et/ou le désir de partir à Bordeaux. En clair, sauver l'Université de Pau.

Il est encore temps, à condition que les étudiants prennent leurs affaires en main plutôt que de laisser faire...

Jipé

Si vous ne voulez pas laisser faire n'importe quoi, contactez la Coordination Libertaire Etudiante : cle-pau@hotmail.com ou passez aux permanences (local derrière les amphis de la fac de lettres, en face de la BU) le jeudi de 16H à 17H

Still the enemy within

Je vous parle d'un temps où l'ennemi répondait au doux prénom de Maggie, The Bitch pour les intimes des galeries de Coliery, Wales, 1984.

Où un Renaud pas encore entièrement dévasté du ciboulot chantait qu'une certaine Misize Thatcher était une belle salope-pour le dire vite.

Là l'ennemi, tu le voyais de-loin, à l'époque où tu ne pouvais rejoindre les falaises de Douvres seulement qu'en ferry au milieu du vacarme des machines à sous" des houles de bière et des anglais fin beurrés retour de calais. Pas de tunnel à yuppies, pas de cadavres de migrants dans les clapotis.

Alors ici tu te payais des tranches d'humanisme socialisant du dimanche à bas prix, déjà bien démonétisé, avec les pancartes des manifs à papa, du camion du cortège et des rengains camaradesques du moment.

ouais. Des pancartes, des slogans des banderoles. Des mots d'ordre définitifs de l'heure et des appels pré-électorales et post-opératoires. Des syndicats rouges, roses, blancs, jaunes.

Puisqu'on cause d'étendards, y'en a un que tu peux remiser dans ton placard - ou découper en lanières pour en faire des guirlandes de Noël ou des papillotes ou des confettis.

C'est celui qui dit : PAS DE PATRON A L'ECOLE - L'ECOLE N'EST PAS UNE ENTREPRISE

Pas swag du tout. Parce que les patrons, ils y font leur entrée officielle, à l'Ecole.

Main dans la main, les yeux tournés vers la ligne bleue des dividendes de leurs actionnaires et l'horizon radieux des retours sur investissement, herauts de la grande braderie des mômes à formater pour le bon usage de la société marchande, patrons et chefs d'établissements peuvent désormais manager de concert dans l'éducation nationale ; les ovations de la Région, la bénédiction de l'Etat, les applaudissements du public, les trompettes de la Renommée... Et l'assentiment pantelant du syndicat majoritaire, en l'espèce.

or donc les zenfants de la Pa-tri-eee, va falloir manger de l'entreprise à tous les plats, on va vous la servir dès le berceau : au biberon, en soupe, en sauce, à l'étouffée, à la braise. Tu seras un auto-entrepreneur mon fils Enfonce-toi bien ça dans le crâne. Range ton violon, ta guitare, tes bouquins, tes rêves de looser, et va chercher ta part du gâteau. Tes maîtres et tes chefs te concoctent un endoctrinement des plus délicats, des mieux achalandés, qui feront de toi l'employable employé de demain.

Et tout le reste est littérature.

Ça tombe mal, moi j'aime bien la littérature. Et la musique.

Oui mais ça, c'était avant.

Maintenant... The Enemywithin !

Nous tacherons !
DirectFromFrankrom

Mettez vos gilets fluos...

la chasse aux chômeurs est ouverte !

En reprenant un grand classique de la droite (d'ailleurs également au programme chez le champêtre Wauquiez) ; la stigmatisation des demandeurs d'emploi, ce gouvernement qui semble-t-il « aime les entreprises, mais pas les chômeurs », témoigne une fois de plus de son accointance avec un patronat qui n'a de cesse de demander toujours plus de contrôles et de précarité. En effet, Gattaz, président du MEDEF, affiche régulièrement la couleur en exhortant à mieux contrôler les chômeurs, évoquant même un « contrôle journalier » pour ne pas que l'assurance chômage « donne un confort fictif ». Le patronat affiche régulièrement son ambition d'en finir avec le chômage de masse, et martèle que le chômage est une préoccupation pour lui. Si la première de ces affirmations est un mensonge pur et simple, la seconde en revanche est on ne peut plus vraie. Toutefois, le patronat ne s'intéresse pas aux chômeurs par souci humaniste mais bien au contraire ! Aux yeux du patronat, le chômage de masse ne joue pas suffisamment son rôle de contrepoids lors des négociations salariales ou lors du rapport de force qui l'oppose avec les travailleurs. Le chômage de masse est donc une aubaine pour le patronat qui n'a aucun intérêt à lutter contre. Son seul objectif est d'accentuer la concurrence entre les travailleurs et les chômeurs pour faire pression sur les salaires. De ce point de vue on comprend mieux pourquoi Gattaz fait du « contrôle journalier » des demandeurs d'emploi un objectif central, pourquoi le patronat se bat bec et ongles pour que les allocations chômage soient abaissées et la durée de leur versement réduite. Un chômeur percevant une petite pension sera plus enclin à accepter n'importe quelle offre d'emploi, ce qui aura pour effet, à l'intérieur de l'entreprise, de renforcer le chantage à l'emploi sur les salariés. Nous devons voir clair dans le jeu du patronat. Ce que désire Gattaz c'est avoir des chômeurs ultra-précaires, prêts à accepter n'importe quel boulot, n'importe où et n'importe quand... ce que l'on pourrait qualifier de précarisation par « le contrôle » ou « par une propagande anti-chômeurs systématique

Dans un marché de l'emploi aussi sclérosé, pollué par d'innombrables pseudos tafs dont le site de Pôle Emploi regorge grâce à des partenaires divers et variés allant de l'Armée de terre à Yoopies ; ne serait-il peut-être pas préférable de mieux accompagner les demandeurs qui le souhaitent ?

Les clichés venant justifier la « chasse aux chômeurs » ont toujours la vie dure. Pourtant, il suffit de les confronter aux chiffres pour démontrer leur inexactitude : non seulement la majorité des demandeurs d'emploi ne touchent pas d'indemnités, mais en plus les radiations prononcées par Pôle emploi pour cause de déclaration frauduleuse sont absolument marginales. Ainsi, l'idée selon laquelle les chômeurs resteraient inscrits à Pôle emploi pour bénéficier des allocations a du plomb dans l'aile : 56 % des inscrits à Pôle emploi ne touchent aucune indemnité. Une proportion qui monte à 60 %, si l'on considère l'ensemble des 6 277 000 inscrits en catégories A, B, C, D et E. Et sur 2,5 millions de chômeurs indemnisés, 767 000 travaillent, cumulant un (faible) salaire et une allocation (de 540 euros en moyenne).

Cette volonté systématique de précarisation des chômeurs est portée par des offensives idéologiques stigmatisantes qui cherchent à faire passer ces derniers pour des « fainéants » qui profiteraient d'un système trop clément. Cette volonté affichée par le MEDEF de contrôler et appauvrir les chômeurs n'est pas anodine et doit être comprise pour ce qu'elle est : une lutte acharnée pour faire baisser tous les salaires... une lutte menée main dans la main avec le gouvernement !

Patou

ta révolte sur notre blog :

<http://comitedelarevolte64.over-blog.com>